Le lycée de Cachan et la contre-société haineuse…

écrit par Pierre Duriot | 14 mars 2024





Images tirées d'une video youtube

Les violentes échauffourées récentes, au lycée de Cachan, ont nécessité des patrouilles de police renforcées, pour éviter de nouveaux heurts.

Deux mineurs ont été interpellés. « Ils étaient porteurs pour le premier d'une bouteille d'acétone et de six pétards

dans son sac à dos et, pour le second, d'une bouteille de déodorant », a indiqué le parquet de Créteil, ces produits, détournés de leur fonction originelle sont donc des armes par destination. Pour rappel des faits, des casseurs, par dizaines, avaient tenté de bloquer l'établissement en mettant le feu à des poubelles à différents endroits aux abords du lycée, tout en dressant des barricades sur les voies de desserte de l'établissement, au point que la direction a incité à peu près 300 élèves à se réfugier dans l'établissement et demandé aux autres de ne pas venir.

Et autour du lycée polyvalent Gustave-Eiffel de Cachan, le blocus s'est transformé en affrontements sporadiques avec les forces de l'ordre, peu avant 8 heures. Les jeunes avaient décidé d'organiser un blocage dans la matinée et environ 200 d'entre-eux ont empêché l'accès l'établissement, selon un mode pas vraiment pacifique. Feux de poubelle et incendie ont été rapidement maîtrisés, mais la façade de l'établissement a été noircie par les flammes. Cette action musclée émanerait d'un groupe d'une vingtaine de personnes cagoulées qui a également envoyé des projectiles sur les forces de l'ordre, pendant environ deux heures, alors même que les assaillants empêchaient aussi les pompiers d'accéder aux foyers d'incendie. Une personne qui participait au regroupement a été interpellée.

On s'affole du côté des élus, avec la maire de Cachan Hélène de Comarmond, qui a condamné des « violences inacceptables ». La présidente de la région Île-de-France Valérie Pécresse a expliqué que la Région allait porter plainte. Les émeutiers s'en sont aussi pris à une voiture de la police municipale, le tout au point que des brigades spécialisées ont dû intervenir avec des grenades de dispersion. Deux policiers ont été assez sérieusement blessés. Droit de retrait de près de la moitié des 300 enseignants, conditions de travail difficiles, en raison de certains locaux considérés comme insalubres… mais

apparemment, les échauffourées n'auraient aucun lien direct avec la situation dénoncée par le personnel. Une enquête est bien sûr en cours mais, même si les deux personnes mineures ont été interpellées, qu'adviendra-t-il ? Rien, ou pas grand-chose, comme d'habitude. La maire condamne des « violences inacceptables » et il se passera quoi ? Tous les élus ont l'habitude de condamner des « violences inacceptables », ça fait bien dans la presse, mais c'est suivi de quoi ? Encore une fois : rien ou pas grand chose. Les parents des mineurs seront-ils redevables ? Y aura-t-il des sanctions ? Ceux deux là, mais les autres ?

Le scénario est pourtant connu depuis des décennies : ces « jeunes là » sont à la fois intouchables et hors de contrôle. Notre société n'a plus « d'autorité régulatrice», a estimé sur CNEWS, le politologue Dominique Reynié. C'est bien pire que cela, elle s'interdit d'avoir une quelconque autorité, mais pas avec tout le monde, uniquement avec ces jeunes de ces quartiers, dans lesquels la République répare indéfiniment ce qui casse, ce qui brûle, aux frais de l'ensemble de la nation. Qui casse doit payer, scandait, sur un faux ton guerrier, le frais émoulu jeune premier Ministre Gabriel Attal, il y a peu. Qui casse paye, oui Monsieur le premier Ministre, dans les petites villes et villages de province, avec les enfants de province, dont les parents sont considérés comme responsables. Mais pas dans ces quartiers où tout est dû, où la République a battu en retraite, pour preuve, elle a pudiquement appelé ces endroits « zone de reconquête républicaine », tout en se défendant d'avoir perdu la main dans certains secteurs du territoire.

Cachan illustre cette perte. On peut prendre les paris, il n'y aura pas de sanctions. Et quand bien même on retrouverait les fauteurs de troubles, ils auront des excuses, garderont leurs logements sociaux, leur nationalité et leurs allocations, selon un mode habituel. Et personne n'en parlera selon un mode également habituel, tant il est entré dans les mœurs que sur ces terrains là, le défaut d'autorité de l'État est un fait acté et que seule reste la solution du carnet de chèques, pour éternellement reconstruire, en s'imaginant qu'il suffit de mettre de l'argent pour que tout aille mieux.

Chez les Gaullistes, il n'y a qu'un seul territoire et qu'une seule loi, la même pour tout le monde et il faut s'en donner les moyens, quitte à devoir casser des œufs, ce qui va être obligatoire après tant de décennies de démission du pouvoir régalien, pour des motifs purement idéologiques. Cachan est un symptôme bien connu de prise de pouvoir d'une contre-société haineuse, usant de la victimisation permanente et rejetant ses propres tares sur le pays. Le problème est que cela se multiplie de manière exponentielle et que malgré les années, l'État n'a fourni aucune réponse susceptible de donner le moindre résultat, bien trop occupé à la « lutte contre l'extrême droite ».

https://rassemblementdupeuplefrancaiscom.wordpress.com

t.me/R P-France

П

П

Pierre Duriot : porte parole du Rassemblement du Peuple
Français.